France : Les « gilets jaunes » manifestent contre la taxe sur l'essence et le gouvernement Macron

Quelque 280 000 manifestants ont pris la rue, particulièrement dans les petits villages et les régions plus rurales, le 17 novembre, en France, pour manifester contre les augmentations de taxes sur l'essence, qui affectent plus durement les travailleurs, les travailleurs autonomes et les petits agriculteurs. Les manifestants ont bloqué des routes avec leurs autos et leurs corps à 2 000 endroits à travers le pays, avec des dizaines de milliers de personnes qui ont manifesté en appui. Des actions ont continué dans les jours qui ont suivi en raison des effets de la crise économique capitaliste et pour signifier la perte de confiance dans le programme du président français Emmanuel Macron sur les changements climatiques.

« Je gagne 500 euros par mois. Comment voulez-vous que je vive avec ça ? » s'est enquis à France 24 Jean-Luc, âgé de 57 ans, qui participait à la manifestation de Calais. « Avec ce que je gagne, je ne peux me permettre qu'un seul repas par jour. »

Macron a imposé des taxes soi-disant « vertes » sur le prix de l'essence, particulièrement sur le gasoil, le type de carburant le plus utilisé en France. Le but de la taxe n'est pas de lever des fonds pour le gouvernement, mais de forcer les gens à cesser de conduire. Le prix du gasoil a augmenté de 20 pour cent dans la dernière année et le prix de l'essence à Paris coûte 1,87 \$ le litre.

Ceux qui vivent en dehors des villes, plus particulièrement dans les régions rurales, dépendent de leurs automobiles

pour se déplacer, pour faire différentes tâches et pour aller au travail. Ils ont souvent de plus grandes distances à parcourir. Dans plusieurs de ces régions, le taux de chômage officiel reste élevé, à presque 10 pour cent, et certains hôpitaux ruraux ont fermé, ce qui rend nécessaire de parcourir de longues distances pour des besoins médicaux.

Les manifestations ont été très populaires, appuyées par 75 pour cent des répondants lors d'un sondage du *Figaro* du 16 novembre. De plus en plus connu comme le « président des riches, » Macron s'est attaqué aux travailleurs du rail et a confronté les syndicats pour des « réformes » anti-ouvrières. Sa cote de popularité a chuté, passant de 39 pour cent en juillet à 21 pour cent en octobre.

Lors de l'action à Paris le 17 novembre, la police a utilisé des gaz lacrymogènes et blessé 227 personnes, dont sept gravement. Au cours du week-end, 409 personnes ont été blessées dans le pays et une manifestante âgée de 63 ans, a été tuée, frappée par une voiture.

Les manifestants, généralement connus sous le nom de « gilets jaunes » à cause des vestes de sécurité qu'ils portent, ne sont associés à aucune organisation nationale. « Nous ne sommes pas politiques. Nous n'appartenons pas à un syndicat, nous sommes des citoyens, » a souligné au *New York Times* Didier Lacombe, un retraité qui vit d'un revenu fixe près d'Éragny, une petite ville située à une heure à l'ouest de Paris.

Les protestations, qui ont pris la forme de barrages, sont nées d'une pétition contre les augmentations de taxes qui ont circulé en ligne et obtenu des millions de signatures. « Vous avez persécuté les conducteurs depuis le jour de votre arrivée au pouvoir, » a dit Jacline Mouraud, grand-mère aux cheveux blancs, à Macron et à son gouvernement dans une vidéo célèbre de YouTube visionnée six millions de fois. « Que voulez-vous faire avec le fric : changer les assiettes à l'Élysée ou vous construire des piscines ? »

Les manifestants ont obtenu le soutien des forces de droite et de gauche de la politique bourgeoise en France, du Rassemblement national, nouveau nom du parti de Marine Le Pen, et Jean-Luc Mélançon, ancien candidat à la présidence de la France insoumise.

Cependant, deux des principaux syndicats français, la Confédération générale du travail et la Confédération française démocratique du travail, se sont tous deux prononcés contre les manifestations parce qu'elles incluaient des « fascistes ».

Les barrages sont restés en place à environ 150 endroits le 18 novembre, de Rennes, dans l'ouest de la France à Avignon, au sud. Le lendemain, quelque 20 000 manifestants ont pris part à 350 actions, notamment sur une autoroute menant au tunnel emprunté par les trains Eurostar pour aller au Royaume-Uni.

Malgré les actions de masse, les dirigeants français insistent sur le fait que les taxes sur l'essence resteront en place et augmenteront à nouveau en janvier.

Les gilets jaunes ont annoncé leur intention d'organiser de nouvelles actions.

Recevez chaque semaine le *Militant* complet (en anglais et en espagnol) par la poste :
Abonnement d'essai : 6 € pour 10 semaines. Tarifs ordinaires : 6 mois : 55 € ; 1 an : 100 €

Pour vous abonner, envoyez un chèque à l'ordre de « Livres Pathfinder » à :
Livres Pathfinder B.P. 10130, 75723 Paris Cedex 15 -- militant.paris@gmail.com
ou, faites un virement, mentionnant votre adresse, sur le compte de « Livres Pathfinder » :
IBAN : FR89 2004 1010 1240 1343 4U03 321 -- BIC : PSST FRPP SCE

Pour lire le *Militant* en ligne en anglais ou espagnol, les archives des articles du journal traduits en français : www.themilitant.com